

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

26<sup>ème</sup> année - N°5124 - Mardi 19 Mai 2026 - Prix : 200 Fc

EDUCATION :

## La FSEC dénonce l'impasse des négociations



### ANNONCE IMMOBILIERE

Particulier vend 5 parcelles de terrain immatriculées aux Comores.

Mitsamiouli Iralédjou à 4 min à pied de la plage de Maloudja :  
541m<sup>2</sup> - 49€/m<sup>2</sup>

Mitsamiouli Galawa à 200m du NAYA LODGE, à 2 min à pied de la plage de Galawa beach :  
1.500m<sup>2</sup> - 60€/m<sup>2</sup>

Dzahani la Tsidje dans les hauteurs de Moroni et vue panoramique sur l'océan.  
-> 1.200m<sup>2</sup> - 49€/m<sup>2</sup> / -> 2.492m<sup>2</sup> - 49€/m<sup>2</sup>

Mohéli Nioumachoua en face des Îlots classés au patrimoine mondial et mitoyenne du Laka-Lodge :  
4.000m<sup>2</sup> - 49€/m<sup>2</sup>

Contact whatsapp : +269 333 21 02

**1er Dhul-Hedja 1447**

**Prières aux heures officielles**

**Du 16 au 20 Mai 2026**

**Lever du soleil:**

**06h 16mn**

**Coucher du soleil:**

**17h 50mn**

Fadjr : **05h 04mn**

Dhouhr : **12h 06mn**

Ansr : **15h 05mn**

Maghrib : **17h 53mn**

Incha : **19h 07mn**



## SOCIÉTÉ :

## Iconi lève les barrages après six jours de mobilisation

À Iconi, les barrages ont été levés dimanche 17 mai, au lendemain d'une semaine de forte mobilisation contre la hausse du prix du carburant. Cette décision est intervenue après la prière mortuaire organisée en hommage aux victimes d'Anjouan, dans une atmosphère marquée par le recueillement et l'émotion.

À l'issue de la cérémonie, le représentant des jeunes d'Iconi, le Syndicat national des Commerçants (Synaco) et le syndicat des transporteurs Wusukani wa Masiwa ont pris la parole pour expliquer les motivations du mouvement et rappeler leurs principales revendications. « Iconi est en deuil après les décès sur l'île d'Anjouan. Ce n'est pas un moment de célébration », a déclaré Adinane Youssouf, un jeune de la ville, en ouverture des interventions. Il a ensuite exposé les trois principaux points qui ont conduit au maintien des barrages durant six jours. Le premier concerne l'économie locale, fortement dépendante de la pêche. Selon lui, toute augmentation du prix du carburant affecte directement les pêcheurs, les ven-

deuses de poisson et de nombreuses familles vivant des petites activités liées à la mer. « La pêche fait vivre nos mères, nos enfants et nos épouses », a-t-il rappelé.

Le deuxième point évoqué porte sur l'accès à l'éducation. Adinane Youssouf a souligné que la hausse du carburant risquait d'alourdir les frais de transport des élèves et des étudiants. « Avec l'augmentation du carburant, comment les enfants pourront-ils continuer à aller à l'école ? », s'est-il interrogé. Les organisateurs ont dénoncé certaines pratiques dans le transport en commun, notamment les taxis déposant les passagers avant leur destination finale afin de leur imposer un second trajet payant. Les manifestants exigent désormais que les taxis assurant la liaison Moroni-Iconi respectent intégralement le trajet sans arrêt imposé à Bonzami. « Cette pratique n'est plus acceptable », a averti le jeune intervenant.

Prenant ensuite la parole, le président du Synaco, Abdou Boina, a appelé à privilégier l'apaisement après les tensions enregistrées ces derniers jours. « Que cela soit la dernière fois », a-t-il déclaré, en référence aux pertes humaines sur-



venues à Anjouan. Il a également salué l'unité affichée durant la mobilisation, remerciant Wusukani wa Masiwa, la région de Bambao ainsi que « le peuple comorien qui a su dire non ensemble ». Pour lui, la suspension provisoire de la hausse du carburant, annoncée samedi soir par les autorités, est le résultat d'une mobilisation collective et pacifique. « Ce n'est pas une victoire individuelle, c'est celle du peuple », a-t-il insisté.

Abdou Boina a aussi annoncé l'ouverture prochaine d'un cadre de concertation entre l'État et les

représentants de la population afin de discuter de la question du prix du carburant. Il a par ailleurs indiqué qu'Iconi accueillera désormais le siège principal du Synaco. De son côté, le porte-parole de Wusukani wa Masiwa a rendu hommage aux habitants mobilisés depuis le début du mouvement, notamment aux pêcheurs et aux femmes du marché. « Les pêcheurs d'Iconi ont été les premiers à se lever », a-t-il affirmé, saluant également « le courage et l'engagement du peuple ».

Dans son intervention, il a insis-

té sur la nécessité de préserver la dignité et l'unité du mouvement. « Nous sommes prêts à nous sacrifier pour défendre les intérêts du peuple, mais toujours dans le respect et la dignité », a-t-il déclaré. Le syndicat a réaffirmé sa position sur les frais de transport à Iconi. « Aucun habitant d'Iconi ne doit être obligé de payer deux taxis pour un même trajet. Nous nous sommes mobilisés contre la vie chère et ce combat doit rester collectif », a conclu le porte-parole.

El-Aniou Fatima

## MIGRATION :

## 63 migrants congolais abandonnés aux îlots de Nioumachoi

Une situation humanitaire alarmante se déroule actuellement aux îlots de Nioumachoi, à Mohéli, où 63 migrants clandestins de nationalité congolaise ont été signalés ce samedi 16 mai 2026. Parmi eux figurent 39 hommes, 14 femmes et 17 enfants, dont le plus jeune est âgé de seulement neuf mois. Face à des conditions de survie précaires, un appel urgent à l'assistance humanitaire a été lancé par des habitants et volontaires de la région.

Selon les informations recueillies sur place, ces migrants auraient quitté la Tanzanie mercredi dernier à bord d'une embarcation pilotée par des passeurs, avec pour destination l'île comorienne de Mayotte. Après trois nuits passées en mer dans des conditions difficiles, ils auraient finalement été abandonnés aux îlots de Nioumachoi après avoir été trompés par leurs convoyeurs, qui leur auraient fait croire qu'ils étaient arrivés à

Mayotte. Depuis leur arrivée, la situation ne cesse de susciter l'inquiétude. Isolés sur ces îlots, les migrants se retrouvent sans accès suffisant à l'eau potable, à la nourriture, aux soins médicaux ni à une quelconque assistance logistique. Plusieurs enfants et femmes figurent parmi les personnes les plus vulnérables, alors que les conditions de survie deviennent de plus en plus préoccupantes.

Face à cette urgence, des citoyens de Nioumachoi ainsi que

des volontaires engagés dans l'aide humanitaire lancent un appel aux autorités compétentes, aux organisations non gouvernementales, ainsi qu'aux organismes nationaux et internationaux afin qu'une assistance immédiate soit apportée. L'objectif est de fournir rapidement les besoins essentiels : eau potable, vivres, soins médicaux et protection humanitaire, avant qu'un drame humain ne survienne. Ce nouvel épisode rappelle une fois de plus la récurrence des débarquements clandestins dans la région de Nioumachoi, devenue au fil des années un point d'arrivée fréquent pour des

migrants en provenance de la région des Grands Lacs et de l'Afrique de l'Est.

Une situation qui continue de poser de nombreuses questions sur les réseaux de passeurs opérant dans le canal du Mozambique et sur les risques encourus par ces candidats à l'exil. Pour l'heure, la priorité demeure la survie de ces dizaines de personnes abandonnées dans des conditions extrêmement précaires, dans l'attente d'une réponse humanitaire rapide et coordonnée.

Riwad



**La Gazette des Comores**  
**Fondateur et Directeur général**  
 Said Omar Allaoui  
**Directeur de la publication**  
 Elhad Said Omar  
**Rédactrice en chef**  
 Andjouza Abouheir  
**Secrétaire de rédaction**  
 Toufé Maecha  
**Rédaction**  
 Mohamed Youssouf  
 Sanaa Chouzour  
 A. Mmagaza  
 M.I.M Abdou  
 Nassuf Ben Amad  
 Kamal Gamal Abdou  
 Nabil Jaffar  
 Riwad

A Bardraoui  
 Mohamed Ali Nasra  
 Abdillahi Hamdi Rahilie  
 El-Aniou Fatima  
 Aticki Ahmed Ismael  
**Mise en page**  
 Abdouchakour Aladi Nourou  
**Responsable commercial**  
 Mariama Mhoma  
**Documentation archiviste**  
 Hadidja Abdou  
**Photographe / Site Web**  
 Mohamed Said Hassane  
**Impression**  
 Graphica Imprimerie  
 www.lagazettedescomores.com  
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

## EDUCATION :

## La FSEC dénonce l'impasse des négociations avec le gouvernement

*La Fédération des Syndicats de l'éducation (FSEC) affirme que les discussions avec le gouvernement restent au point mort malgré plusieurs rencontres organisées ces dernières années. Lors d'une conférence de presse tenue ce lundi 18 mai à Moroni, les responsables syndicaux ont dénoncé l'absence de réponses concrètes de la part des autorités et appelé les responsables religieux et parents d'élèves à soutenir leur mouvement.*

La crise dans le secteur éducatif continue de s'intensifier aux Comores. Réunis hier lundi 18 mai à Moroni devant

la presse, les dirigeants de la FSEC ont accusé le gouvernement de ne pas accorder une attention suffisante aux revendications des enseignants des écoles publiques, alors que les établissements demeurent fermés depuis le 17 avril dernier. Le Secrétaire général de la FSEC a rappelé que la principale revendication du syndicat reste inchangée depuis plusieurs années. « Depuis six ans, nous demandons l'application d'une nouvelle grille indiciaire qui n'a jamais été révisée depuis 1968 », a-t-il déclaré, estimant qu'il s'agit avant tout d'une question d'équité et de reconnaissance pour les enseignants comoriens.

Selon lui, plusieurs séries de

discussions ont déjà été engagées avec les autorités compétentes, sans résultats satisfaisants. « Nous avons rencontré à plusieurs reprises le ministre de l'Éducation, le Secrétaire général du gouvernement ainsi que le Directeur de cabinet, mais aucune solution concrète n'a été trouvée jusqu'à présent », a-t-il regretté. Pour la FSEC, les différentes réunions organisées ces derniers mois n'ont pas permis d'aboutir à des engagements pouvant convaincre les enseignants de reprendre les cours. Les responsables syndicaux ont également critiqué l'absence du ministre de l'éducation, actuellement en Arabie saoudite pour le Hadj, alors que le système éducatif

traverse une crise majeure. « Au moment où les écoles publiques restent fermées, nous aurions souhaité voir le ministre pleinement mobilisé pour résoudre cette situation », a déclaré le Secrétaire général.

Le syndicat alerte par ailleurs sur les conséquences de cette paralysie dans l'ensemble du territoire national. Des milliers d'élèves restent privés de cours depuis plusieurs semaines, suscitant une inquiétude croissante chez les parents et au sein de l'opinion publique. Face à cette situation, la FSEC souhaite désormais élargir la mobilisation à d'autres composantes de la société. Les responsables syndicaux appellent notamment les imams et les

prêcheurs à relayer leur message afin de sensibiliser davantage la population sur les difficultés que traverse l'enseignement public. Malgré la fermeté de leur position, les responsables de la Fédération assurent qu'ils restent disposés à poursuivre le dialogue avec le gouvernement. Ils insistent toutefois sur la nécessité d'obtenir des engagements concrets avant toute reprise des activités dans leurs établissements, réclamant notamment la valorisation indiciaire et leur droit à un avancement tous les deux ans, tel que prévu par les statuts de la fonction publique.

Ibnou. M. Abdou

*Après un passage de quatre jours à Médine, les 850 pèlerins comoriens du Hajj 2026 ont rejoint La Mecque sans incident majeur. Les responsables de la mission saluent une organisation satisfaisante, marquée par de bonnes conditions d'accueil, un encadrement renforcé et une forte ferveur spirituelle des fidèles.*

Les pèlerins comoriens poursuivent leur séjour en Arabie Saoudite dans des conditions jugées satisfaisantes par les responsables de la mission. Après leur départ de Moroni les 12 et 13 mai, les deux groupes ont d'abord séjourné quatre jours à Médine avant de rejoindre La Mecque. Les 850 pèlerins sont arrivés, samedi et dimanche, sans incident majeur. À leur arrivée dans la ville sainte, ils ont été accueillis à Dar Ourba. Le directeur général de l'Agence nationale du Hadj et de la Oumra, Mohamed El Fatiou Fadlou Djamaïly, se félicite du bon déroulement du voyage. « Nous remercions Allah parce que tous les pèlerins sont arrivés sains et saufs »,

### HADJ 2026 :

## Les pèlerins comoriens bien arrivés à La Mecque

affirme-t-il. Il remercie également les autorités et les structures d'accueil saoudiennes pour les dispositions prises en faveur des pèlerins comoriens. « À Médine, tout s'est très bien passé, aussi bien pour l'accueil que pour les différentes visites religieuses organisées », ajoute-t-il.

Le directeur général souligne particulièrement les moments spirituels vécus par les fidèles dans la ville du Prophète. « Les pèlerins ont eu l'occasion de visiter plusieurs lieux saints et beaucoup ont pu accéder au Rawdah, ce lieu béni considéré comme un jardin du paradis sur terre », précise-t-il. Cette année, la mission religieuse est conduite par Dr Abdouhakim Mohamed Chakir, qui assure cette responsabilité en remplacement du Dr Bourahane Said Abadsallah. Le chef religieux se félicite du comportement des pèlerins depuis leur arrivée en terre sainte. « Les pèlerins

comoriens affichent une grande discipline et une forte volonté spirituelle », déclare-t-il. Il ajoute que les séances d'orientation religieuse se poursuivent afin de préparer les fidèles aux rites majeurs du Hajj dans les prochains jours. De son côté, Foundi Ali Hadji salue l'ambiance de fraternité qui règne au sein de la délégation. « Les pèlerins vivent dans l'entraide et la patience malgré la fatigue du voyage », affirme-t-il. Selon lui, les fidèles restent attentifs aux recommandations religieuses et respectent les consignes données par les encadreurs.

Sur le plan sanitaire, l'une des équipes médicales accompagnant les pèlerins se veut également rassurante concernant l'état de santé des fidèles. « Jusqu'à présent, aucun problème majeur n'a été signalé parmi les pèlerins comoriens », indique-t-elle. Elle précise toutefois que les équipes médicales, réparties en



deux groupes, restent mobilisées jour et nuit afin d'accompagner les fidèles, notamment les personnes âgées et les pèlerins souffrant de maladies chroniques. Parmi les pèlerins, plusieurs témoignages traduisent également la satisfaction générale. Un pèlerin originaire de Mayotte se réjouit particulièrement des conditions d'hébergement. «

Les hôtels sont très bien situés aussi bien à Médine qu'à La Mecque, tout près des deux mosquées saintes », affirme-t-il avec satisfaction. Selon lui, cette proximité facilite les prières quotidiennes et permet aux pèlerins de mieux profiter de leur séjour spirituel.

Ibnou M. Abdou

### MORT DE DEUX JEUNES À ANJOUAN :

## Le parti Swauti demande l'ouverture d'une enquête indépendante

*Après une semaine de grève, le président du parti Swauti, Housni Mohamed Abdou, a animé un point de presse ce lundi*



*18 mai au siège du parti. Cette rencontre a été consacrée à la crise sociale et institutionnelle provoquée par la hausse des prix des produits pétroliers, ainsi qu'aux événements tragiques survenus à Anjouan.*

Dans son intervention, il a d'abord exprimé sa profonde compassion aux familles des victimes, aux blessés ainsi qu'à l'ensemble des citoyens affectés par cette crise. Le parti considère que les pertes en vies humaines enregistrées lors des manifestations constituent un fait extrêmement grave qui exige vérité, responsabilité et justice. Il dénonce l'usage disproportionné de la force dans la gestion des manifestations sociales et appelle à l'ouverture d'une enquête indépendante afin d'identifier les responsables et de sanctionner toute faute ou dérive ayant conduit à ces drames.

Le cofondateur de Swauti a alerté sur la grave crise de confiance qui frappe les institutions publiques, notamment après l'évacua-

tion de blessés vers Mayotte dans des conditions jugées particulièrement préoccupantes. Estimant que les considérations politiques ou diplomatiques ne doivent pas empêcher la mise en place de mécanismes humanitaires destinés à sauver des vies humaines, il appelle à la création d'un protocole sanitaire d'urgence sécurisé pour les évacuations médicales vers Mayotte. Concernant la gestion gouvernementale de cette crise, Housni Mohamed Abdou déplore une succession d'improvisations, d'incohérences administratives et une absence de coordination institutionnelle. « J'estime que la suspension des mesures liées à la hausse des prix des hydrocarbures, intervenue dans des conditions confuses et sans formalisation claire, révèle de graves insuffisances dans la conduite des affaires publiques et dans la gestion du dialogue social », a-t-il déclaré.

Il a par ailleurs souligné que cette crise dépasse largement la seule question des hydrocarbures. Selon lui, elle met en éviden-

ce une incapacité structurelle de l'équipe gouvernementale à conduire des négociations sociales apaisées et efficaces dans plusieurs secteurs stratégiques du pays, notamment l'éducation, la santé, les entreprises publiques et l'administration. Le parti regrette également l'absence remarquée de l'Assemblée nationale durant cette crise majeure. Il rappelle que le Parlement a pour mission de contrôler l'action du gouvernement, d'assurer la médiation républicaine et de porter les préoccupations de la population dans les moments de tension nationale.

« Notre pays a besoin d'institutions fortes, d'une gouvernance responsable et d'une vision économique crédible. La suspension des mesures ne règle pas les problèmes de fond. Les Comoriens attendent des solutions durables et une gouvernance capable d'anticiper les crises plutôt que de les subir », a-t-il conclu.

Nassuf Ben Amad

## TRIBUNE

# RÉQUISITOIRE POLITIQUEMENT ET ÉCONOMIQUEMENT

## PREMIÈRE PARTIE : LE SENS D'UNE VICTOIRE ÉTAPE – LA CAPITULATION DU POUVOIR DEVANT L'UNITÉ POPULAIRE

Mes chers compatriotes, camarades du secteur privé, artisans, transporteurs, pêcheurs, et marchands de nos îles,

Le mouvement historique de contestation nationale lancé le lundi 11 mai 2026 a fait plier l'exécutif. Après six jours d'une paralysie totale et exemplaire de l'économie nationale, le gouvernement a été contraint de reculer et d'annoncer le retour immédiat aux anciens tarifs du carburant, annulant temporairement l'injustifiable arrêté conjoint n°26-013.

Ne nous y trompons pas : les autorités ont expressément précisé que cette annulation n'est que temporaire, le temps de nous assooir à la table des négociations pour revoir la structure des prix et aborder les problèmes de fond de la Société Comorienne des Hydrocarbures (SCH). Ce recul n'est pas un geste de bienveillance, c'est la preuve que la méthode du diktat et des intimidations — y compris les tentatives de séquestration de nos représentants syndicaux à la présidence pour leur extorquer des signatures de fin de grève — a échoué face à notre détermination.

Cette trêve a un goût amer. Elle a coûté la vie à un de nos frères à Ndouzouani et fait plusieurs blessés. C'est pourquoi nous refuserons de faire de cette table de négociations un énième simulacre. Notre réquisitoire technique et politique reste plus que jamais d'actualité. Nous n'allons pas négocier des miettes ; nous allons imposer la vérité des chiffres et exiger l'assainissement définitif d'un système à bout de souffle.

## DEUXIÈME PARTIE : L'ARNAQUE COMPTABLE DES SURPLUS FACE À LA PRÉTENDUE « DETTE »

Le gouvernement va aborder ces futures négociations avec le même argumentaire éculé : la nécessité de couvrir les équilibres financiers de la SCH face à la conjoncture internationale. C'est une imposture intellectuelle que nous allons démontrer point par point lors des discussions.

### Rappelons la chronologie de ce hold-up institutionnalisé :

Date
Janvier 2022
Mai 2022
Décembre 2022
Juin 2023
Avril 2025
Février 2026
Mai 2026

### Cours du Brent

86 \$ / baril
122 \$ / baril
86 \$ / baril
75 \$ / baril
60 \$ / baril
72 \$ / baril
117 \$ / baril

### Prix Gazole à la Pompe

450 KMF
650 KMF (Pic Crise)
650 KMF (Inchangé)
650 KMF (Inchangé)

650 KMF (Inchangé)
650 KMF (Inchangé)
950 KMF (Explosion)

- **En mai 2022**, lorsque le gazole a été porté à **650 KMF**, le gouvernement affirmait devoir éponger une ardoise cumulée de **14,5 milliards de KMF**, plombée par les impayés chroniques de la Sonelec (**6,5 milliards**) et la subvention du pétrole lampant (**4,65 milliards**). Le secteur privé et les citoyens ont accepté ce sacrifice par pur patriotisme économique.

- **De mi-2022 à début 2026**, le cours mondial du Brent s'est effondré, atteignant un plancher historique de **60 \$ en avril 2025**. Pourtant, le prix à la pompe est resté bloqué au tarif de crise de **650 KMF**.

En refusant délibérément d'appliquer le mécanisme technique du **cliquet inverse** — qui impose de répercuter les baisses des cours mondiaux sur le prix au détail — la SCH a prélevé un surplus indu moyen de **120 KMF** sur chaque litre vendu. Sur la base des volumes d'importation de la société, qui s'élèvent en moyenne à **120 000 tonnes métriques** par an (Chiffres officiels SCH 2023 : **124 553 tonnes**), la manne financière ainsi confisquée s'établit à **14,4 milliards de KMF** par an.

Le bilan comptable est indiscutable : **entre juin 2022 et mai 2026**, l'État et la SCH ont accumulé **une cagnotte dissimulée de 57,6 milliards de KMF** sur le dos des consommateurs comoriens. La dette initiale de **14,5 milliards** a été remboursée près de **quatre fois** par notre économie ! Cet excédent monumental de **57,6 milliards** aurait dû réglementairement servir de fonds de lissage et de bouclier tarifaire pour amortir le choc du baril à **117 \$ aujourd'hui**. Si la SCH prétend aujourd'hui être en difficulté, ce n'est pas à cause du marché mondial, c'est le résultat d'une gestion interne opaque. Nous n'accepterons aucun réajustement tant que la destination de **ces 57,6 milliards** n'aura pas été publiquement clarifiée.

## TROISIÈME PARTIE : LA STRUCTURE DE PRIX AUDITÉE – LA PREUVE DU PRÉLÈVEMENT ABUSIF

Pour guider les négociations, nous opposerons à l'administration notre propre simulation de la structure de prix au litre (calculée sur un baril de Brent de référence et un taux de change euro/dollar à 1,17) :

### 1. Structure de Prix au litre du GASOIL (Base de l'arrêté contesté à 950 KMF)

- **FOB Matière Première (Coût réel estimé d'achat Platts MOPAG) : ~335,52 KMF** (par rapport au Brent) ou ~472,20 KMF (par rapport au Platts).
- **Fret, assurance et frais de port (Moroni) : 55,00 KMF.** (Prime trader 17 KMF + Fret maritime 19 KMF + Assurance & pertes 7 KMF + Frais portuaires Moroni 12 KMF).
- **TIPP (Taxe d'État) : 115,00 KMF.**
- **Coûts SCH "Historique" : 60,00 KMF.**
- **Marge station (Bloquée depuis 2011) : 20,00 KMF.**
- **Marge SCH / Balance d'ajustement : 364,00 KMF par rapport au Brent** (ou 228,00 KMF par rapport au Platts).

**Le constat technique** : La SCH et l'État s'octroient une "marge de balance" abusive de **364 KMF par litre de gazole** (plus de 38 %

du prix final !). C'est une sur-fiscalisation déguisée qui étouffe l'industrie et les transports. L'État double quasiment ses gains par litre par rapport au coût de la matière première brute.

### 2. Structure de Prix au litre de L'ESSENCE (Base de l'arrêté contesté à 1000 KMF)

- **FOB Matière Première : ~380,86 KMF** (Brent) ou ~455,61 KMF (Platts MOGAS).
- **Fret, assurance et frais de port : 55,00 KMF.**
- **TIPP (Taxe d'État) : 230,00 KMF (Un doublement injustifié par rapport au gazole !).**
- **Coûts SCH "Historique" : 60,00 KMF.**
- **Marge station : 25,00 KMF.**
- **Marge SCH / Balance d'ajustement : 249,00 KMF par rapport au Brent** (ou 174,00 KMF par rapport au Platts).

**Le scandale de l'Essence** : L'État utilise l'essence comme une pompe à billets fiscale, en combinant 230 KMF de TIPP et 249 KMF de marge résiduelle pour la SCH. C'est cette structure prédatrice que nous allons démanteler à la table des négociations. L'État transforme l'essence en un produit de luxe fiscal pour ponctionner directement la classe moyenne et les petits commerçants.

## QUATRIÈME PARTIE : LES TROIS FAILLITES IMPÉRATIVE À REFORMER

Nous n'engagerons aucune discussion sur les tarifs sans que les trois failles systémiques de la SCH et de l'État ne soient mises à l'ordre du jour :

**1. L'Incompétence Technique et Managériale** : La SCH est gérée au jour le jour, sans aucune vision de marché. Contrairement à toutes les sociétés nationales d'importation d'hydrocarbures de la région, elle s'avère incapable de mettre en place des stratégies de couverture financière (Hedging) pour bloquer les prix d'achat lors des reflux du marché. Sa gestion des stocks de sécurité est inexistante, nous condamnant à des importations spot d'urgence au prix fort auprès des traders, dont le coût est systématiquement répercuté sur le consommateur final.

**2. L'Opacité Structurelle** Érigée en Modèle : La SCH est devenue le tonneau des Danaïdes des Comores, une boîte noire financière dont les derniers comptes certifiés et audités sont ceux de l'exercice 2023. Les charges de structure somptuaires, la gabegie interne et les avantages en nature indus accordés à sa direction pèsent plus lourd sur le prix du litre à la pompe que le cours du baril à Singapour ou à Rotterdam. Plus grave encore, le citoyen comorien est sommé de subventionner à la pompe les faillites croisées des autres entreprises d'État, à commencer par les impayés massifs de la Sonelec, sans qu'aucune restructuration managériale ne soit exigée.

**3. L'Absurdité Politique du Sacrifice Unilatéral** : Le Chef de l'État exige avec cynisme la « résilience » des citoyens et des entreprises. Mais refuse de s'appliquer sa propre médecine. Le train de vie de la présidence et des ministères a-t-il diminué d'un seul franc comorien ? Les missions de prestige à l'étranger ont-elles été suspendues ? La fiscalité étatique (TIPP) qui étrangle nos structures



a-t-elle été revue à la baisse ? Non. L'État doit accepter de réduire ses dépenses avant de demander au secteur privé de déposer le bilan.

## CINQUIÈME PARTIE : CONCLUSION – S'ALIGNER SUR L'URGENT SOCIAL OU SOMBRER ENSEMBLE

La suspension de notre mouvement est conditionnée au respect de notre cahier des charges lors des discussions qui s'ouvriront. Nous y allons la tête haute, forts de notre unité. Nos exigences sont claires : le maintien indéfini des anciens tarifs tant qu'un accord global et transparent n'est pas signé, le lancement immédiat d'un audit indépendant sur les surplus depuis l'augmentation de mai 2022, et l'adoption d'un mécanisme d'indexation automatique et paritaire.

Mais au-delà de la stricte technique comptable, une question fondamentale doit être posée au cœur de ces négociations : quelle a été la motivation réelle et profonde derrière l'initiative soudaine de cette augmentation sauvage ? Le secteur privé et le peuple comorien ne sont pas dupes. Nous sommes parfaitement conscients que le gouvernement se trouve aujourd'hui face à une impasse budgétaire majeure, incapable de trouver des solutions de financement transparentes pour honorer un certain nombre d'engagements internationaux et d'événements d'envergure, au premier rang desquels figurent les Jeux des Îles de l'Océan Indien.

Si le gouvernement avait grossièrement pensé manipuler la structure des prix des carburants et tromper les Comoriens pour transformer la pompe à essence en une caisse noire de secours afin de financer ses propres engagements imprévus, il commet une erreur politique et morale dramatique. On ne finance pas le prestige éphémère ou des impasses budgétaires en assoiffant son peuple, en affamant les pêcheurs, en paralysant les transports et en asphyxiant l'outil industriel national.

Les autorités doivent de toute urgence se recentrer sur la seule réalité qui vaille : l'urgence sociale et économique de notre population. Il est temps que l'exécutif comprenne que le tissu économique comorien est à bout de souffle. Ce réajustement temporaire doit devenir permanent. Le gouvernement doit abandonner ses logiques de spoliation fiscale pour nous éviter à tous de sombrer collectivement dans le naufrage économique qu'il préparait aux Comoriens.

La résilience a changé de camp.

### Mahamoudou Ali Mohamed

Industriel (1er consommateur national privé de Gazole)

Membre du SYNACO (Syndicat National des Commerçants)

Ancien Président de la Nouvelle OPACO (Organisation Patronale des Comores)

Président ANC (Alliance Nationale des Libéraux pour les Comores)

## LIBRE OPINION

## Les mots contre l'oubli

**Le 29 mai 1978, un peuple entier fut brutalement arraché à son élan. L'assassinat du président Ali Soilihi ne fut pas seulement la disparition d'un homme : il marqua l'interruption violente d'une expérience politique et populaire unique dans l'histoire des Comores.**

Cette expérience portait les noms de souveraineté, de justice sociale et de développement. Elle avait fait de la jeunesse (ushababi), de la femme (mwanamshe) et des cadres engagés au service du peuple (wajuzi wa manufaa) les forces motrices du progrès national. À cette époque, le jeune État comorien avançait dans un contexte difficile. La rupture avec l'ancienne puissance coloniale entraîna la suspension de nombreuses formes d'assistance et de soutien. Pourtant, au lieu de céder au découragement, une grande partie du peuple transforma cette épreuve en volonté de se prendre en charge.

Le pays devint alors un vaste chantier de mobilisation populaire : infrastructures de base, organisation communautaire, valorisation des ressources locales, promotion de la production nationale et recherche d'une véritable souveraineté économique et alimentaire. En un laps

de temps remarquablement court, le projet de souveraineté alimentaire — Mjitosho wa shahula — produisit des résultats spectaculaires. Des réformes agricoles audacieuses furent engagées, articulées à une vision intégrée de l'élevage et de la pêche.

L'objectif n'était pas seulement de produire davantage, mais de construire une autonomie durable, enracinée dans les réalités territoriales des Comores. Cette politique cherchait à concilier production, justice sociale et protection des équilibres naturels. Les terres agricoles, les zones forestières, les ressources marines et la biodiversité étaient pensées comme un patrimoine collectif à préserver pour garantir l'avenir.

Bien avant que les questions écologiques ne deviennent centrales dans le débat mondial, cette vision portait déjà l'idée d'un développement respectueux de l'écosystème forestier et des richesses naturelles du pays. Les acteurs de cette page de notre histoire furent nombreux.

Mais la femme comorienne mérite d'y retrouver toute sa place légitime. Elle déchira les limites qu'on voulait lui imposer pour prendre la pioche, le marteau, le livre, le travail, et parfois même le fusil lorsque l'engagement l'exigeait. Elle participait

aux campagnes de mobilisation, aux chantiers, à l'éducation populaire, à l'organisation sociale du pays. Elle n'était pas seulement présente dans le mouvement :

Elle en était à la fois le moteur et l'essence. Par son courage silencieux, son énergie et sa capacité de sacrifice, elle porta une part immense de cet espoir collectif. Les politiques sociales cessèrent alors d'être de simples dispositifs administratifs pour devenir des dynamiques de transformation collective.

L'éducation à la citoyenneté, à la responsabilité et à la solidarité internationale façonnait une conscience nouvelle.

Mais après le 29 mai 1978, durant de longues décennies, des pouvoirs successifs et plusieurs courants politiques conservateurs tentèrent d'effacer cette page essentielle de notre mémoire collective. On voulut réduire cet élan au silence, marginaliser ses idées, caricaturer ses ambitions et éloigner les nouvelles générations de ce moment fondateur de l'histoire comorienne.

Pourtant, la mémoire des peuples possède une force que nul pouvoir ne peut définitivement étouffer. Avec le temps, les consciences se réveillent, les archives parlent, les témoigna-



ges reviennent, et l'Histoire reprend ses droits. Comme l'avait affirmé lui-même Ali Soilihi : « Etareh ndo Hakim » — L'Histoire est le seul juge.

Et l'Histoire, peu à peu, rend justice. Elle rappelle aujourd'hui qu'au-delà des erreurs humaines inévitables dans toute œuvre politique, cette période fut aussi celle d'un immense réveil populaire, d'une dignité retrouvée et d'une foi profonde dans la capacité du peuple comorien à construire son propre destin.

Comment oublier un tel élan

? Comment ne pas entendre encore l'écho de cette volonté collective qui continue de traverser les générations comme une invitation à croire en nous-mêmes ? Et pour celles et ceux qui souhaitent mieux ressentir les tensions, les espoirs, les contradictions et les rêves de cette époque, il suffit peut-être de s'asseoir au calme, d'ouvrir Kosa la faute, publié aux Éditions Livre, et de laisser la mémoire parler à travers la littérature.

**Dini Nassur, Écrivain et homme politique**

## RÉACTIONS

## Le gouvernement accorde d'une main ce qu'il reprend vingt fois de l'autre

Avec une synchronisation qui ne doit rien au hasard, le gouvernement de l'Union des Comores a signé en l'espace de trois jours deux arrêtés aux effets diamétralement opposés : le 5 mai 2026, une hausse brutale des prix des carburants à la pompe ; le 8 mai 2026, un abattement de 40% sur les droits de douane des produits de première nécessité (PPN). La communication gouvernementale a abondamment salué le second. Elle a discrètement tu les conséquences du premier. Après analyse des chiffres officiels (Loi de Finances 2026 et Rapport Annuel 2023 de la SCH), nous, parti USHE, révélons une mécanique budgétaire aussi précise qu'implacable.

**Le parti USHE exige une politique énergétique juste**

Au-delà du retrait des arrêtés et des propositions anticipatrices avancées au mois d'avril dernier, nous soumettons les propositions suivantes :

**1. Réduction des taxes sur les produits pétroliers**

La Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP) représente 9,7 milliards FC de recettes dans le budget 2026. Une réduction ciblée de cette taxe sur le pétrole lampant, principal carburant des ménages démunis, permettrait d'alléger directement le coût de la vie sans toucher à la marge commerciale de la SCH.

**2. Subvention de la crise par l'État et la SCH**

Les Comoriens ont déjà payé le prix de cette crise pendant des années, au travers de prix administrés sans transparence et d'une inflation persistante (12,4% en 2022, 9,1% en 2023). La SCH a réalisé 56,93 milliards KMF de chiffre d'affaires en 2023 et projette des recettes fiscales historiques en 2026. Il est juste que l'État et la SCH absorbent eux-mêmes une partie du choc, sous forme d'un fonds de stabilisation des prix financé par les recettes excédentaires générées par la hausse.

**3. Indexation des prix sur le cours international du pétrole**

Le rapport SCH 2023 le reconnaît lui-même : « Aux Comores, les prix sont fixés par l'État et peuvent rester inchangés des années durant, sans aucun réajustement. » Cette rigidité entraîne des corrections brutales et soudaines, comme celle du 5 mai 2026. Nous proposons la mise en place d'un mécanisme automatique d'indexation trimestrielle des prix à la pompe sur l'évolution du cours du baril (référence Platt's Oilgram, déjà utilisée par la SCH), encadré par un plancher et un plafond de variation pour protéger les consommateurs des chocs excessifs.

**4. Revalorisation des salaires et réduction des dépenses de fonctionnement des superstructures**

La hausse des prix doit s'accompagner d'une revalorisation du pouvoir d'achat des travailleurs, à commencer par les agents de la fonction publique dont les salaires n'ont pas suivi l'inflation. Nous proposons l'ouverture d'une négociation sur un mécanisme d'indexation des salaires de la fonction publique sur

l'indice des prix à la consommation. En contrepartie, les Gouvernorats, Ministères et Institutions de l'Union doivent procéder à une réduction significative de leurs frais de fonctionnement (véhicules de fonction, perdiem, frais de représentation) pour dégager les marges budgétaires nécessaires.

**5. Tarif préférentiel pour les pêcheurs artisanaux**

La pêche artisanale est un pilier de la sécurité alimentaire et de l'économie informelle comorienne. Le gasoil à 950 KMF le litre menace directement la viabilité économique de milliers de pêcheurs. Nous demandons la mise en place d'un tarif préférentiel du gasoil pour les pêcheurs artisanaux, identifiable par une carte professionnelle délivrée par le ministère de la Pêche, sur le modèle des systèmes de carburant détaxé déjà en vigueur dans d'autres pays insulaires de la région.

**LE BUREAU NATIONAL**

## COSAFA :

## SASA, part, mais le COSAFA plus fort que jamais

Élu en 2022 comme vice-président en compagnie d'Artur Almeida, le président de la Fédération de Football des Comores a dû pallier l'absence du président Almeida, qui a été battu lors des élections de la Fédération Angolaise de Football en 2024. Depuis, le président Saïd Ali a amorcé une trajectoire de développement, qui fait aujourd'hui du COSAFA l'une des zones les plus prolifiques, mais aussi les plus avancées sur le plan institutionnel.



À l'issue du mandat 2022-2026, le Council of Southern Africa Football Associations (COSAFA) s'est affirmé comme l'une des unions zonales les plus dynamiques et structurées du continent africain. Entre développement du football féminin, stabilité institutionnelle, multiplication des compétitions et renforcement des capacités des fédérations membres, l'organisation régionale, qui regroupe 14 associations a consolidé son influence dans le paysage footballistique africain. Et dans cette montée en puissance l'appui de la FIFA à travers son programme

Forward a été déterminant. « Il permet de financer une grande partie des activités des fédérations. Ce programme contribue de manière significative au développement du football et à la progression de tous ses acteurs, en particulier les pays dont

la situation économique est plus fragile », comme le disait en 2024 dans une publication de la FIFA, Saïd Ali Saïd Athouman. Et durant cette période, le football féminin aura incontestablement constitué l'un des plus grands succès du COSAFA.

Grâce à une stratégie axée sur la formation, la compétitivité et l'organisation régulière de compétitions régionales, plusieurs nations d'Afrique australe ont atteint un niveau historique sur la scène continentale et mondiale.

Ce succès s'est matérialisé en 2022 par la victoire de l'Afrique du Sud lors de la CAN féminine. Au niveau des compétitions des clubs, l'organisation régionale s'est-elle aussi renforcée grâce à ses compétitions féminines, notamment le championnat féminin senior, les tournois U17 et les qualifications régionales de la Ligue des Champions féminine de la CAF, avec la participation de l'équipe championne des Comores en 2024, l'Olympique de Moroni. Très décrié dans le passé, à cause d'un manque de structure au niveau organisationnel. Malgré les défis économiques et logistiques de l'après-Covid, le COSAFA a réussi à maintenir un calendrier particulièrement actif entre 2022 et 2026. Entre les compétitions seniors, les tournois de jeunes ainsi que les championnats scolaires et universitaires, l'organisation a su trouver un point d'équilibre pour

faire jouer toutes ses compétitions. Cette continuité a fortement contribué à améliorer la compétitivité des équipes de la région dans les compétitions CAF et FIFA, tout en offrant une vitrine importante aux jeunes talents africains.

Sur le plan institutionnel, le COSAFA a poursuivi sa modernisation administrative et renforcé sa crédibilité auprès des instances internationales. Et cette passation de flambeau entre le Botswanais Tariq Babitseng, nouveau président, et Saïd Ali Saïd Athouman, symbolise cette stabilité construite au fil des années. Avec une équipe dynamique autour de Sue Destombes, la secrétaire générale de l'organisation, le mandat de Saïd Ali Saïd Athouman aura permis de consolider plus que jamais, le leadership de la zone 6 au sein de l'écosystème du football africain. La régularité de ses compétitions, sa stabilité et ses programmes de développement, font apparaître désormais le COSAFA, comme un modèle d'organisation régionale au service de la croissance du football africain.

Imtiyaz

## CULTURE :

## Quand l'art fait vivre la mémoire de Hikima

Diffusé le dimanche 17 mai sur les réseaux sociaux, le portrait de Hikima Ahamada Sohib, réalisé par l'artiste comorien Saïd Ali Saïd, connu sous le pseudonyme Gims Art, originaire de Dembeni (Mbadjini Ouest), a suscité une vive émotion à travers le pays. Inspirée par l'assassinat tragique de la jeune femme en janvier 2025 à Mnoungou (Hamahamet), l'œuvre se veut à la fois un hommage poignant et un appel à la justice, à la sécurité et à la mobilisation de toute la société comorienne.

Le 31 janvier 2025, la disparition de Hikima Ahamada Sohib avait plongé le pays dans l'inquiétude. Son corps sera retrouvé le lendemain à Mnoungou, dans le Hamahamet, confirmant l'issue tragique de cette affaire. Très vite, l'émotion laisse place à une onde de choc nationale. Le 21 juillet 2025, la cour d'assises de Moroni condamne le principal accusé, Nassurdine Ahamada, alias « Micro », à la peine capitale. Une décision forte, mais qui ne parvient pas à effacer la douleur ni à apaiser les consciences. Face à cette tragédie, l'artiste Saïd Ali Saïd fait le choix de l'expression artistique plutôt que du silence. « Le choc et le senti-

ment d'injustice m'ont profondément marqué. En tant qu'artiste, il m'était impossible de rester indifférent », explique-t-il. Son objectif est d'éviter l'oubli. À travers ce portrait, il entend graver le visage de Hikima dans la mémoire collective, au-delà du simple fait divers.

« C'est une manière de lui redonner une présence et une dignité », confie-t-il. L'œuvre dépasse le cadre artistique pour porter une double dimension. Elle rend d'abord un hommage respectueux à une jeune femme arrachée à la vie. Mais elle se veut également un cri d'alerte. « Plus jamais ça », martèle l'artiste à travers son travail. Le portrait interpelle sur la question de la sécurité, notamment celle des femmes et des travailleurs exposés dans l'exercice de leurs fonctions. Il appelle à une prise de conscience collective face à la montée de la violence. La réalisation du portrait s'est étendue sur quatre mois, un processus long et exigeant. Saïd Ali a opté pour une technique de hachures au stylo bic bleu, travaillant minutieusement les détails du visage et l'intensité du regard. « Chaque trait était chargé d'émotion », raconte-t-il.

Entre tristesse et colère, l'artiste dit avoir ressenti une responsabilité particulière, celle de resti-

tuer la douceur du regard de Hikima tout en honorant la douleur de sa famille et de ses proches. Depuis sa diffusion, le portrait a largement circulé sur les réseaux sociaux, suscitant des réactions nombreuses et émouvantes. Messages de soutien, témoignages de solidarité, appels à la justice. L'œuvre a trouvé un écho profond auprès de la population. Pour beaucoup, ce dessin dépasse sa dimension esthétique. Il devient un symbole, celui d'une mémoire collective qui refuse de s'éteindre et d'une société qui aspire à plus de justice.

Au-delà de l'hommage, l'artiste revendique le rôle de l'art comme outil de sensibilisation. « L'art touche là où les mots échouent parfois. Il peut éveiller les consciences et pousser à l'action », affirme-t-il. Dans un contexte où les actes de violence suscitent inquiétude et indignation, cette œuvre rappelle la nécessité d'une mobilisation à tous les niveaux citoyens comme autorités pour prévenir de tels drames. Si Hikima Ahamada Sohib n'est plus, son visage, lui, demeure. À travers ce portrait, il devient le symbole d'une exigence partagée, celle de justice, de sécurité et de paix pour la jeunesse comorienne.

Mohamed Ali Nasra

